

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10<sup>e</sup>)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2<sup>e</sup>)

## Le nommé Rimbert Dictateur aux vivres

Lorsque, il y a... mettons deux mois, l'événement ne fut pas si sensationnel qu'il marqua une date historique : le nommé Rimbert fut improvisé « Dictateur aux vivres », les « nigaudins », je veux dire la masse des consommateurs, se laissèrent aller à la folle espérance que la hausse inquiétante des denrées alimentaires allait être savamment et énergiquement enrayer.

Les profiteurs, eux, enregistraient le fait, purement et simplement, sans y attacher la moindre importance et sans en éprouver la plus légère inquiétude, persuadés qu'ils étaient que ce nouveau Dictateur ne sévirait contre personne, ne prendrait aucune mesure opérante et n'empêcherait ni le beurre, ni le lait, ni les œufs, ni le pain, ni la viande; ni le vin, ni quoi que ce soit qu'on boive ou mange de grimper, de grimper encore, de grimper toujours.

La preuve est faite, aujourd'hui, que les « nigaudins » avaient tort d'espérer et que les profiteurs avaient raison de ne pas s'en faire.

J'ai vaguement entendu dire que ce Rimbert est un militaire, quelque chose comme une « huile » dans le fourbi de l'intendance et dans les fournitures de l'armée. La chose est de peu d'importance, car, en l'espèce, que le Dictateur soit un soldat ou un pékin, c'est, quant au résultat, absolument la même chose et il faut que nos gouvernements soient étrangement bornés pour qu'ils s'imaginent que, dans la situation actuelle, un homme quels que soient ses pouvoirs, soit à même d'arrêter le cours ascensionnel des vivres.

La cherté croissante de la vie a des causes multiples et profondes : les unes activement liées à un ensemble de circonstances concordantes et solidaires, les autres inhérentes au régime capitaliste lui-même.

En temps de paix comme en temps de guerre, un Gouvernement ne se maintient, un régime ne dure qu'à la condition de servir les intérêts d'une partie de la population au détriment de l'autre partie.

Croit-on que la guerre serait possible s'il n'y avait pas, dans chaque pays, un parti de la guerre, c'est-à-dire un nombre plus ou moins considérable d'individus pour qui la guerre est une source abondante de profits inespérés et — si j'ose dire — un placement de tout repos ?

Croit-on que la boucherie d'hier aurait duré quatre ans si tout le monde en avait souffert et si, tandis que les uns étaient tués ou mutilés, les autres, bien en sécurité, n'avaient pas trouvé leur compte à la continuation du massacre ?

« Patrie, honneur national, drapeau, gloire, défense du foyer » dira-t-on ? — Balivernes !

La plaisanterie est par trop grossière et je réponds : « galons, mégalomanie, hérosme malsain et surtout : canons, munitions, vivres, fournitures de toutes sortes, vie large et facile, bénéfices scandaleux et fortunes rapides. »

Il n'est pas nécessaire d'être bien malin pour comprendre que la guerre a été vite terminée si tout le monde en avait été victime : en France comme en Allemagne, en Russie comme en Autriche, en Angleterre comme en Turquie, en Italie comme dans les Balkans.

Mais les uns versaient leur sang et les autres emplissaient leurs coffres ; les uns vivaient difficilement et mal, et les autres facilement et bien ; sans compter que, la Censure étouffant toute critique et l'Autorité emprisonnant ou fusillant toute protestation, les Gouvernements, dans chaque nation, régnent à leur gré sur leur peuple muet et terrorisé.

Et bien, le régime capitaliste est un régime de guerre sans trêve ni merci : guerre de classe contre classe, de parti contre parti, de firme financière, industrielle et commerciale contre firme commerciale, industrielle et financière ; guerre au sein de chaque classe, de bourgeois contre bourgeois et de prolétaires contre prolétaires.

Le monde capitaliste repose, de la base au sommet, sur ces incessantes et fatales compétitions ; il est consolidé par le ciment de ces rivalités et antagonismes d'intérêts ; il ne se maintient que, parce que une partie de la population s'enrichit aux dépens de l'autre partie, parce que si le prolétariat crève de cet état de choses, la bourgeoisie en vit.

Croit-on que si tout le monde souffrait du régime actuel, celui-ci perdurerait ?

## Les ouvriers parisiens s'insurgent contre la vie chère !

### Dans la Chaussure

A la maison Dressoir le mouvement se poursuit avec la même vigueur et le même entrain. Aucune rentrée à cette boîte. Au contraire, le personnel de l'entretien (ménagers, menuisiers, etc.) s'est joint au mouvement, ainsi que le personnel de l'atelier de peinture de la rue Pascal. Les syndicats de province feront le nécessaire pour que le travail de Paris ne soit pas exécuté en province.

Il est bon de signaler l'activité et le dévouement d'un nombre important de camarades jeunes et vieux, pour organiser le Comité de grève et les équipes de quételiers.

Notons en passant que cinq de nos jeunes camarades quêteuses ont été emmenées au poste de police par quelques « camarades flics » qui déployaient tant d'activité il y a quelque temps pour réclamer les 1.800 francs. Les bouufs de Belleville n'apprécient pas très bien ce geste inséignant et incorrect des policiers.

Nous avons signalé hier quelques tarifs payés dans cette maison, aujourd'hui nous précisons :

Tarifs payés à l'usine n° 1 :  
Préparation. — Salaires de début 60 francs pour aller à 90 francs, après plusieurs années de présence.

Coupe-machine. — 60 francs au début pour arriver à 70, 90 et 102 francs après 5, 10 et 15 ans de présence.

Coupe des doubles. — Les tarifs ne dépassent pas 65 francs en moyenne ; des ouvrières qui ont 10 ans de présence à la maison gagnent 72 francs.

Coupe à la main. — Coupeurs, 102 francs, coupeuses, 72 francs.

Apprentis. — 30 et 33 francs.

Piquete. — 80 à 110 francs. Petites mains 40 et 50 francs.

Broche. — Hommes, 120 à 130 francs. Femmes, 65 à 75 francs.

Emballage. — 75 à 80 francs.

Vernis et réparation. — 50 à 64 francs.

Ces salaires dérisoires justifient le bienfondé des revendications formulées par le personnel de la maison Dressoir, ce bagné qui exploite essentiellement la main-d'œuvre féminine et les enfants.

Nous examinerons demain et les jours suivants les conditions du travail, d'hygiène auxquelles sont contraints les travailleurs de cette boîte.

Nous apprenons que la maison Montheux, rue Bolivar « Chaussures Raoul », est transformée en poste de police. Les grilles des fenêtres donnant sur la rue ont été enlevées, afin de faciliter la besogne de répression aux flics qui se trouvent à l'intérieur.

Que pensent donc les travailleurs de la maison Montheux ? Leur conscience va-t-elle se réveiller de se voir contraints de travailler sous la haute surveillance de la police ? Nous espérons qu'ils se ressentiront car eux aussi ils ont beaucoup à faire pour que leurs salaires les garantissent un peu contre la vie chère.

Hier le mouvement s'est étendu brusquement dans le 13<sup>e</sup>. 21 maisons sont complètement débordés et les fortresses du capitalisme de la chaussure sont touchées également, notamment chez Grégoire, Boisseau, Chabot, Finocchi. Des petits patrons ont demandé entrevue au syndicat.

Dans le 14<sup>e</sup>, la grève est complète.

A Belleville et à Ménilmontant le mouvement est général. Dans ces quartiers, les résultats sont intéressants, la fabrique du président du syndicat patronal est touchée. Le travail est arrêté dans les maisons suivantes : Chapuzot, Herlich, Guillaume, Naudin, La Société Française, Kessler, Maury, Picquart, Boudier, Gaubaud, Dufour, etc., soit dans une totalité de 40 maisons.

Hier après-midi, des réunions imposantes ont été tenues à la Bourse du travail, à la Bellevilloise et à l'Utilité sociale du boulevard Blanqui. Avec un ensemble parfait, les 6 francs ont été réclamés énergiquement.

Aujourd'hui, grand meeting corporatif pour grévistes ou non, à 14 h. 30, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

### Les maréchaux-ferrants

La grève est complète, et se continue avec ampleur et confiance.

Une entrevue a eu lieu hier soir entre les ouvriers et les patrons. Le résultat en sera communiqué aux grévistes qui sont invités à la réunion qui se tiendra cet après-midi, à la Bourse du Travail.

Pointage des cartes à 14 heures.

### UNION ANARCHISTE FRANÇAISE

### Ce soir 16 Février 1924

Dans la salle de l'Utilité Sociale, 94, B. Auguste-Blanqui, (métro Glacière), à 20 h. 30

### GRANDE SOIREE ARTISTIQUE

(franco-italienne)  
au profit des victimes du fascisme.  
Participation aux frais : 2 francs 50.

### ABONNEMENTS

	POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMITE
Un an....	64 fr.	Un an.... 96 fr.
Six mois....	32 fr.	Six mois.... 48 fr.
Trois mois....	16 fr.	Trois mois.... 24 fr.
Chèque postal	Ferandel 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Contre les Bourreaux ! Pour l'Amnistie totale ! Pour la Justice !

Camarades,

La volonté des travailleurs, leurs efforts répétés, ont arraché aux prisons et aux bagnes certaines des victimes de la répression qui a accompagné ou suivi la guerre. Marty, Badina, les marins de la mer Noire ont été rendus à la liberté par la solidarité ouvrière.

Mais il est encore, dans les geôles républicaines, des hommes qui souffrent injustement !

Parmi eux, Jean Goldsky, condamné par un Conseil de guerre d'Ignace, est depuis sept ans détenu au droit commun. Il crie en vain son innocence, publiquement démontrée. L'obtention de ses bourreaux vient de le contraindre à cette suprême protestation, la grève de la faim.

Une femme, Jeanne Morand, condamnée, elle aussi, par un Conseil de guerre, se voit refuser de donner à sa mère mourante les derniers soins.

Des centaines d'autres malheureux attendent encore le jour libérateur. Il en est parmi eux, comme Gaston Rolland, qui n'a pas achevé d'expier un geste de courage générosité.

Camarades,

Il faut une fois encore dresser, contre la cruauté des gouvernements, votre protestation résolue.

Il faut imposer l'amnistie véritable !

Travailleurs de Saint-Ouen et de la région, vous assisterez tous au

## GRAND MEETING qui aura lieu ce soir samedi à 20 h. 30 Grande Salle des Fêtes de Saint-Ouen

Prendront la parole : PAUL LOUIS, PIERRE LOEWEL, GEORGES PIOCH, B. BROUICHOUS, PIERRE DORMOY, R. VERFEUIL, R. LAZURICK.

## Hervé, Richépin, le duc d'Orléans ne se rappellent plus avoir souffert dans les prisons

Nos camarades Chauvin, Lhomme, Léreal, Meunier, et leur codétenus Doriot, qui périssent en ce moment le quartier politique de la Santé, nous pardonneront d'avoir attendu jusqu'à ce jour pour entretenir nos lecteurs de leurs cas, et réclamer pour eux, comme pour les autres, la totale Amnistie.

Nous ne nous sommes pas pressés de parler d'eux, car parmi les cent mille emprisonnés, ce sont les moins défavorisés qui au régime qu'ils subissent.

Sous le gouvernement de M. R. Poincaré, Jeanne Morand, détenue politique, n'a pu obtenir d'aller voir sa mère mourante de ses pièces, Le Diogène, à l'Odéon. Il demanda l'autorisation, et elle lui fut accordée.

Sous le gouvernement de M. R. Poincaré, Jeanne Morand, détenue politique, n'a pu obtenir d'aller voir sa mère mourante de ses pièces, Le Diogène, à l'Odéon. Il demanda l'autorisation, et elle lui fut accordée.

Malgré les complaisances d'une Administration pénitentiaire moins inhumaine que celle d'aujourd'hui, les prisonniers politiques sous les anciens régimes n'aimeront pas leurs prisons : ils leur préféreront la liberté.

« Ce que j'éprouve en prison, disait Lamennais, ce n'est ni de la tristesse, ni de l'ennui, mais une sorte de manque d'air. On est, ici, comme dans un monde à part, et qui flétrit l'âme; car l'homme n'apparaît que par ce qu'il a de mauvais, à part de l'architecte dont la pensée très appuyée a été de faire souffrir ceux qui logeraient là, en les privant d'air et de lumière. »

« Un an de prison, c'est une peine de mort partielle, car c'est une année retranchée de la vie. » (Du même.)

L'encelllement, même au régime politique, équivaut à l'ensevelissement vivant pour un temps.

Ainsi pensaient et sentaient Richépin — membre de l'Académie française —, Géraud-Richard, J.-L. Breton, sénateur et ancien ministre —, Michel Zévaco, Edouard Drumont, J. Vallès, le duc d'Orléans —, François Daudet et de Maurras —, Malato, Zo d'Axa, Kropotkin, Jules Guesde, Hervé et bien d'autres que divers gouvernements républicains enfermèrent sous divers prétextes.

Beaucoup de ceux-là sont morts, qui se seraient joints à nous pour exiger l'amnistie en faveur de Doriot, Meunier, Léreal, Lhomme et Chauvin.

Richépin, le duc d'Orléans, Hervé, ont oublié le temps où ils étaient dans l'opposition et jetés dans les geôles. Ils digèrent maintenant placidement.

Nous nous passerons d'eux. D'ailleurs les détenus politiques de la Santé rougiraient de voir ce trio s'occuper de leur libération. Et nous donc !

Faut-il dire la vérité ? Eh bien, Chauvin, Lhomme, Léreal, Meunier, se désintéressent — en tant qu'elle les concerne — de l'amnistie. Ils la veulent — oh ! ils la veulent de toutes leurs forces, de toute leur âme — pour les autres.

Mais nous qui sommes dehors, nous la voulons pour eux aussi, afin qu'ils nous donnent la main dans notre propagande de tous les instants.

## CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

### Les deux décimes seront-ils votés ?

Si nous en avions la possibilité, la meilleure propagande antiparlementaire consistait à amener à tour de rôle tous les électeurs dans cette enceinte du Palais-Bourbon, où, chaque jour, pendant quelques heures, l'*âtre de la nation* travaille au « honneur du peuple ».

Il sont là quelques cinq cents à discuter, à gueuler, à se contredire, tout en sachant pertinemment bien qu'aucun résultat appréciable ne sortira de cette Assemblée.

Les controverses provoquées par les décrets-lois manifestent particulièrement le vaste bluff du parlementarisme et, chaque jour, nous assistons au spectacle répétitif des manœuvres politiques, qui tentent d'arracher au maître de l'heure l'assiette au leurre que celui-ci défend jalousement.

La loi en discussion est composée de 109 articles. Voilà près de quinze jours que l'on polémique sur le premier, et rien ne fait espérer qu'il sera voté la semaine prochaine. La majorité de Poincaré est acquise. Rien ne pourra changer l'esprit de ce groupe de requins qui évoluent autour du président du Conseil. Il serait, — il semblerait sage, tout au moins, — que, devant l'évidence des faits, la minorité se courbe devant la majorité, puisque c'est le principe même du parlementarisme, que nous combattions, nous autres, mais que défendent tous les représentants qui siègent au Palais-Bourbon.

Mais il n'en est rien ; chaque fois qu'un amendement ou un contre-projet est présenté, un ou deux orateurs montent à la tribune, défendent ou combattent cet amendement ou ce contre-projet. Systématiquement, le gouvernement repousse la proposition de ses adversaires, pose la question de confiance et sort victorieux. Et systématiquement aussi, — comme c'il était poussé par le précédent, — un nouvel amendement est présenté.

M. Poincaré, buté et têtu, a déclaré qu'il rebrousserait tout ce que l'on présenterait ; il n'y a qu'à voter sur le fond et que finisse cette comédie.

Il est aujourd'hui un fait acquis, c'est que le peuple paiera 20 pour cent d'impôts supplémentaires. Le restant, on s'en fout. Les craintes de M. André Lefèvre ou de M. Aubriot nous laissent totalement indifférents. Nos vues et celles du prolétariat ne s'arrêtent pas et ne peuvent pas s'arrêter au seuil de la Chambre des Députés, et nous envisageons l'avenir sous un autre angle que ceux qui, au sein de ce cercle, travaillent et collaborent à la ruine des peuples.

#### SEANCE DU MATIN

M. Bonnefous ouvre le débat et oppose au double décime un emprunt à lots, sans intérêt, qui, selon lui, apporterait au Trésor un capital de 4 milliards, ce qui permettrait d'équilibrer le budget de 1924.

Pour 1925, l'on verrait, comme M. Bonnefous pense être réélu, il se dit qu'il aura quatre ans devant lui pour envisager le programme sur lequel il fera ses élections en 1928.

Le grand financier de la France repousse l'amendement, naturellement, et comme la Chambre semble flotante, — simple illusion, du reste, — M. Poincaré vient au secours de son trésorier, qui n'est vraiment pas à la hauteur. La question de confiance est posée à nouveau, et devant la protestation de M. Bonnefous qui déclare que les manœuvres gouvernementales gênent le travail parlementaire, Poincaré objecte rageusement :

*Si les députés pensent que le gouvernement pose trop souvent la question de confiance, ils n'ont qu'à avoir le courage de voter contre lui.*

Le « Grand Lorrain » sort victorieux. Ury, le député socialiste de l'Oise, et Aubriot ensuite, montent à leur tour à la tribune pour combattre le gouvernement qui repose chaque fois la même question de confiance, et le débat est renvoyé à l'après-midi, 15 heures.

#### SEANCE DE L'APRES-MIDI

A 15 h. 30, monte à la tribune un gros vigneron à la mine rajeuni, qui va avoir le don d'agiter l'Assemblée pendant près d'une heure.

Il avoue qu'il n'a pas l'habileté de causer et qu'il n'a pris la parole que deux fois durant la présente législature.

Il aurait donc dû continuer de se taire, s'il avait compris que toutes les paroles qu'il pourrait prononcer resteraient oubliées. Son projet subit le même sort que les autres et M. André Lefèvre lui succéde à la tribune.

L'ancien ministre de la Guerre a l'air d'un bon ivrogne, bien que, paraît-il, il ne boive que de l'eau ; mais ne vous y fiez pas, il vous ferait massacrer tout comme Poincaré.

André Lefèvre prend directement le gouvernement à partie d'une façon ironique.

La vérité financière, dit-il, a été révélée quelque part, sur un mont Sinai quelconque, au ministre des Finances et à son rapporteur.

Le « gouvernement », qui est infaillible, prétend que si la livre laisse c'est de la faute de la minorité ; mais quand elle monte, il prétend que la majorité en est la cause, ajoute le député d'Aix.

Et M. André Lefèvre va nous faire une proposition qui enrichira tout le monde.

Il s'agit d'un emprunt de 10 milliards de francs, sans intérêt, mais à lots. Il propose donc de lancer deux millions d'obligations de 500 francs chacune, payables en trois mois et, durant les trois premières semaines, tous les matins, sera gagné par un des détenteurs d'obligations un lot de 1.250.000 francs.

Après les trois premières semaines, les gros lots subsisteront, mais seront espacés. Mais là ne se borne pas l'ingéniosité de M. Lefèvre : il veut que tout le monde gagne, ou plutôt presque tout le monde. Il y aura donc des lots de 100.000, de 1.000 francs, un lot par cinq obligations, les autres seront remboursables à 500 francs en vingt ans.

Et voilà. Il a fallu près de deux mois au député du Midi pour nous raconter cette petite histoire, digne du *Canard enchaîné*. Ce qu'il y a de plus ravivant, c'est qu'il fut écouté silencieusement et que, sans

## Au Salon des Indépendants

### DEUXIÈME VISITE

Pierre BERTRAND, sur un fond de paysage marin, étaie langoureusement parmi les draperies sombres la clarté de longs corps fuselés de femmes.

Pierre BOMPARD est un artiste de puissante composition. Il a le don du choix de ses moyens. Il peint solidement, avec gravité. Il a le sens de l'harmonie des plans. Et cependant il reste avec la vie. Ses *Pêcheurs à Doelan* demeureront une page de peinture classique.

BOUSSINGAULT est un admirable animateur de masses. Chez lui l'étude crée l'illusion. Plus on contemple sa toile et plus elle vit. Il est le Balzac de la peinture. Sa *Halle de chasseurs en sous-bois* de montagne est tonifiante : on y respire de l'air, on y vit avec des muscles. Ah ! comme nous sommes ici, fort heureusement, loin des chiquets de peintures des Nationales d'autan...

BRAVO a su tirer d'un modèle charmant la fraîcheur des lignes et la grâce musclée d'un *Nu* qui s'endort dans une pénombre aux tons de vieux chêne.

Auguste CHABAUD transcrit avec effroi le défilé noir et blanc des processions sous le calvaire désolé de la vieille église.

Mme CHERIANE expose une solide étude de nu un peu sombre.

Décidément, cette salle ne porte pas aux explosions de coloris. Et cependant, elle est la salle des plus grandes œuvres de ce Salon. L'époque est plus à la composition réfléchie qu'à l'enthousiasme naturel.

Dans la salle voisine, notre ami CLAUDIO campe vigoureusement en pleine clarté, lui, le peintre Battaglia. Et la *Cité des Chiffonniers* escalade le côteau allégrement dans la franche lumière.

De DUBANT de remarquables études de chevaux. C'est nerveux, vivant, en plein mouvement de rue.

Du MARBORE a peint le portrait de la petite Gisèle Banville d'Hostel. L'artiste a bien saisi le charme de l'enfant aux grands yeux bleus, si fine, avec son ours de laine dans les bras et penchant le front parmi les fleurs.

Raymond DUNCAN fait preuve de puissance décorative dans le *Chair*.

Elysée FABRY, dans son *Village ardennais* et son *Canal sous la neige*, joue du blanc et du noir avec émotion.

Fernand FERNEL, naïvement, évoque des clowneries charmantes. Il y a une grande tristesse charnelle dans l'*Étude de femme* d'Arthur FRANC et chez sa jeune fille accoudée dans l'*Atelier*.

GALEANI est le fabuliste de la peinture. Les copains connaissent déjà ses panneaux caricaturaux qui ornent les murs de la Maison Communale. Ici, c'est le défilé des moultions électoraux qui viennent par le bulletin de vote abdiquer leur pouvoir entre les pattes des loups. Et cela s'intitule : *Le peuple souverain de 1919 s'avance*.

Les petites figures de music-hall de Charlerie sont bien charmantes. Elles ont ce même attrait nostalgique que Colette décrit dans sa *Vagabonde*.

Malgré que tout cela soit dit avec beaucoup de précautions, M. Chavénon doit passer pour un révolutionnaire aux yeux de sa clientèle de profiteurs et de conservateurs. Car dans le fond, avec une forme différente, nous disons la même chose. Nous sommes en effet au tournant et il faut prendre une autre direction. Cela ne résout rien de faire les « chevaux de bois » au rond-point. Les méthodes actuelles de société sont périmées, il en faut de nouvelles. Nous sommes au crépuscule d'un monde et nous assistons à l'aurore des temps nouveaux.

Les « classes victimes » ne peuvent plus supporter les « souffrances imméritées » et elles se demandent si la situation est seulement causée par la fatalité ou par l'aveuglement d'une caste aveugle.

Evidemment, il faut s'adapter à ses productions naturelles et pratiquer la politique de ses moyens. C'est un excellent conseil adressé aux conquérants du pétrole, du fer, de la houille.

L'équilibre entre la production et la consommation, tout est là. En ce moment, on ne produit pas pour consommer, on produit pour des dividendes. C'est un problème délicat que cet équilibre. Y a-t-il d'autre solution que la mise en commun des moyens de production : matériel, matières, main-d'œuvre ? Pour la consommation, y a-t-il d'autre remède que la répartition sur des bases de véritable communisme ? Nous en arrivons à la nécessité de l'application de cette vieille formule libérale : « Que chacun produise selon ses forces et consomme selon ses moyens ».

La stabilité de la monnaie sur la base de l'or est un expédient, ce n'est pas une solution. Un régime dont le fonctionnement ne produit que du déficit est condamné. On peut prolonger son existence, on ne peut le sauver.

Les économistes bourgeois doivent en prendre leur parti, et s'ils veulent faire œuvre utile, ils doivent préparer l'opinion à l'événement prévu, fatal, inéluctable.

Et les classes victimes, sont-elles prêtes à prendre la succession qui s'offre ? Ont-elles des droits d'héritage, c'est-à-dire sont-elles capables de gestion ? Vont-elles assister, indécises et impuissantes, au drame qui se commence au tournant ? Vont-elles s'agiter inutilement dans les convulsions de la division et subir une dictature quelconque, ou vont-elles réaliser l'unité nécessaire à la transformation sociale qui s'annonce ? — B.

#### Pour demain

Le groupe du 20<sup>e</sup> organise à 14 h. 30, salle de l'Egalitaire, 17 rue de Sambre-et-Meuse, une

MATINÉE ARTISTIQUE

au profit de la propagande.

Le groupe théâtral interprétera le « Cul-  
tivateur de Chicago ».

Orchestre symphonique de trente musiciens.

Danses orientales.

Concours assuré d'artistes et chansonniers de divers théâtres et concerts pari-

sisiens.

Le programme complet paraîtra intégralement dans notre numéro de demain.

## AUX HASARDS DU CHEMIN

### Propos ♦♦♦ ♦♦♦ d'un Paria

Les travailleurs honoraires qui composent le comité-département du Parti du communisme, auraient bien voulu s'entendre avec leurs collègues, « ces misérables dissidents, ces traitres » du Parti socialiste S. F. I. O. Un ordre formel de Moscou leur avait enjoigné de tout tenter pour réaliser aux prochaines élections ce qu'ils appellent, on ne saura jamais pourquoi « le Bloc ouvrier et paysan ».

Les ouvriers et paysans « genre Longuet, Blum, Paul-Boncour, n'ayant pas répondu favorablement aux avances des « ouvriers et paysans » genre Cachin, Treint, Vaillant-Couturier, ces derniers en concurent un vu dépôt. Mais comme ils sont tenaces, ou plutôt, comme il y a les ordres à exécuter, et que nouveaux Cains, un tel implacable abruti derrière les longs souvenirs soviétiques est toujours là qui les regarde, ils décideront, eux, la si curieuse émanation du prolétariat révolutionnaire, de s'adresser par-dessus les têtes de leurs dirigeants, aux cotisants S. F. I. O. Ils le font dans un appel que viennent de publier l'Humanité.

La lecture de semblables documents ne présente assurément rien de divertissant,

mais il s'en dégage parfois, à la faveur de demi-aveux, des éclaircissements qui viennent préciser des buts jusqu'alors plus ou moins distinués.

« Le moment est venu, dit le manifeste P. C., de grouper, sur le terrain de classe, les millions d'ouvriers et de paysans français, et d'assigner au bloc ainsi formé, un but précis : le gouvernement ouvrier et paysan. » Très peu pour nous !... nous savons trop quelle besogne accompliraient, une fois au pouvoir, ceux qui ne connaissent pas les ouvriers et des paysans que les gros sous qui les font vivre, ou ceux qui ont abandonné le boulot pour débiter de la révolution à la façon de la mère Coupe-Toujours.

Mais pour bien nous convaincre que le Parti communiste n'est pas un parti électoral, voyons la fin de l'appel aux travailleurs, ou plutôt aux électeurs S. F. I. O.

« Pursuivant avant tout un idéal de classe, mettant au-dessus de tout l'intérêt révolutionnaire du prolétariat, il — le P. C. — entend ne rien négliger pour que la bataille électorale qui s'approche marque une étape décisive vers le gouvernement ouvrier et paysan, vers le renversement politique de la bourgeoisie, vers la révolution prolétarienne. »

Il faut vraiment être un bien petit bourgeois, un pôle contre-révolutionnaire, un sale anarchiste-reformiste, pour ne pas souscrire à l'enthousiasme à un aussi beau programme, et de refuser à aller, le jour du scrutin, jeter dans l'urne le bout de papier portant les noms des futurs gouvernements « ouvriers et paysans ! »

Quels sinistres farceurs que ces « adop-  
tifs » qui n'hésitent pas à opposer les opinions qui se soustrai-  
rent à l'adhésion de Guesde qui fut ministre, et de Jaurès, à celles de leurs collègues S. F. I. O. I. Justement, en vertu des lois votées par les deux as du socialisme dont je viens de citer les noms, comparaissaient devant la justice bourgeoise, le communiste Doriot, secrétaire, je crois, des Jeunes communistes.

Se défendant, à juste titre, d'être pourvu comme anarchiste, il déclara : « Entre eux et nous... il y a au moins la Révolution allemande. »

Entre nous et vous, entre anarchistes et communistes, il y a bien autre chose, il y a un abîme sans fond. Nous voulons l'épanouissement de l'être humain dans la liberté, nous voulons son anéantissement dans l'autorité.

Les « juges » bourgeois qui savent cela, ne s'y trompent pas. Seulement, ils sont de mauvaise foi, comme tous les juges.

Pierre MUALDES.

Un Syndicat de masses !

Le Syndicat du Bâtiment d'Hautmont (Nord), est un grand syndicat devant le Kremlin.

Histoire de contrearrêter la Fédération dans l'œuvre de redressement syndical qu'elle accomplit, le syndicat d'Hautmont vient de jurer pour la vie et jusqu'à la mort, fidélité à Monmousseau et à Lozowski.

La décision a été prise à l'unanimité. L'unanimité consistait en deux membres qui firent le serment autour de deux chopes.

Comme quoi la minorité du bâtiment est une minorité incontestable et incontestée.

Et dire que c'est avec des groupements aussi coûteux que Sémard a connu la gloire victoire de Burges, et que Rosmer veut faire le Grand Soir !

Tous les voitures à bras seront indispensables pour transporter tout ce monde !

○○○

Encore un de mouché !

Le jeune et honorable Charbit, qui distribue des brevets de civisme dans l'*Humanité*, vient de se faire moucher par Guiraud, secrétaire de l'Union confédérée. Et cela, à propos du conflit de la Verrerie ouvrière, où ce nourrisson du journalisme vénal prétend intervenir et donner des leçons.

Guiraud rappelle dans le *Peuple* d'hier, que le Charbit en question fut radié de la Chambre syndicale typographique de Lyon, le 11 avril 1922, pour avoir remplacé un camarade renvoyé pour délit d'opinion.

Et ceci explique cela. On comprend mieux la valeur de « l'élite du prolétariat » quand on y voit des fleurons comme le radié de la Guillotière et les « citoyen 1910 », sans compter les autres.

Ah ! si nous avions le goût et le temps, comme au P. C., de constituer des fiches, quelle galerie reluissante nous pourrions montrer aux néo-Hébreux, à qui les faux Moïse présent

# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

Nous avons vu l'attitude du Gouvernement anglais à l'égard du Proletariat. Nous avons remarqué que, à la Chambre des Communes, sa position n'est en rien différente de celle des ministres conservateurs, et l'Humanité même, et le Parti communiste, qui ont déclaré soutenir les travailleurs au pouvoir, ont été obligés de reconnaître leur déception, aux déclarations du Premier anglais.

Et nous n'en sommes qu'au début du ministère. Par la suite, les concessions deviendront plus flagrantes, et déjà M. Asquith a posé à M. Mac Donald un ultimatum devant lequel devra se courber le ministre travailliste s'il veut conserver sa majorité.

Il se courbera, cela ne fait aucun doute, et la semaine prochaine lorsque le leader du Parti libéral demandera la réponse à Mac Donald, nous marquerons le coup en démontant par les faits mêmes la trahison du ministre travailliste envers la classe ouvrière.

En tous cas, aujourd'hui expire le délai que les dockers anglais ont signifié aux patrons pour se prononcer, et il est possible que ce soir la grève soit déclarée. Nous vivrons plus longuement sur ce mouvement légitime, puisque les ouvriers des ports réclament une augmentation de deux shillings par jour — somme correspondante à la hausse de la vie. Il y a quant à présent peu de chance que le conflit soit évité, mais les dockers sont tenaces, ils sont forts et ils ont raison. Trois causes suffisantes pour sortir victorieux de la lutte.

Dans le Palatinat qui fut ces jours derniers le théâtre de scènes tragiques, le calme renait, à ce que dit la presse française. Poincaré déclarait hier après-midi à la Chambre, que d'accord avec les autres gouvernements, l'état de siège avait été proclamé dans le Palatinat. C'est encore et toujours la population civile qui va souffrir de ces mesures d'exception, qui deviennent courantes dans les régions occupées.

Les pleins pouvoirs, qui avaient été accordés au chancelier allemand, ont expiré hier, et l'on prévoit des incidents violents au Reichstag qui se réunira mercredi prochain. La situation en Allemagne est donc trouble, et l'action des nationalistes révolutionnaires n'est pas faite pour l'éclaircir.

Si l'on considère qu'en Italie, Mussolini a augmenté son budget de guerre de cent millions de lires; qu'en France, qu'en Angleterre, l'on continue la course aux armements, l'on se demande avec angoisse ce que nous réserve l'avenir.

Et pendant ce temps-là, le gouvernement soviétique continue d'être reconnu par les puissances capitalistes.

La Norvège, à son tour, enverra un ambassadeur à Moscou.

Quel chaos ! Le peuple reste insensible, et pourtant, seule la Révolution pourrait le libérer de toutes ses chaînes, de toutes les entraves qui arrêtent son évolution et brisent sa vie.

## J. C. ALLEMAGNE

### L'AGITATION OUVRIERE

A Frankenthal, les nationalistes ont essayé de s'emparer de la sous-préfecture, siège des séparatistes comme ils l'avaient fait à Pirmasens. Et c'est de justesse que l'on a pu éviter ces nouvelles « vêpres palatines ».

Et dire que ces gens-là s'appellent des « civilisés » !...

### LE TRAVAIL OBLIGATOIRE

M. von Kahr a soumis à l'examen du ministère intéressé un projet de loi sur le travail obligatoire des hommes et des femmes. Ce projet aurait principalement pour but de remédier au chômage. Les personnes astreintes au travail obligatoire seraient employées au profit de la communauté. Les hommes seraient mobilisés de 20 à 30 ans et les femmes de 18 à 25. La durée du travail obligatoire serait pour les hommes d'un an et pour les femmes de 6 mois.

Diable ! on avait déjà le service militaire, et voici maintenant un service civil... La situation se complique !...

### BAGARRES ET BOMBES

Quelques incidents se sont produits au cours des manifestations communistes d'hier : quatre bombes ont fait explosion à Lutgen, Dortmund. A Eberfeld, des ba-

(60) Feuilleton du Libertaire 16-24

# Le Drapeau Noir

par Tony RÉVILLON

### EPILOGUE

LA ROBE DE SOIE

le, il a reçu des fabricants de Lyon, reconnaissants de l'appui énergique qu'il leur a prêté contre l'émeute, un magnifique cadeau : trois de ces robes de soie brochées qui sont la gloire de l'industrie française dans les expositions. Au moment du café, comme il sait tout, il explique à sa femme, l'origine de la soie :

— Il y a un peu plus de trois mille ans qu'un petit homme, — ce sont toujours les petits hommes qui font les grandes choses, — qu'un petit homme jaune, le crâne orné d'une queue et le nez surmonté de lunettes, eut la fantaisie d'étudier les mœurs des papillons. Il recueillit quelques centaines de leurs œufs, assez semblables à des grains de millet, et les placa sur une grande feuille de papier. Au bout de quelques jours, il vit sortir des œufs de tout petits vers presque imperceptibles. Notre naturaliste pensa que la feuille de papier ne constituait pas une pâture suffisante pour les nouveaux-nés, et il alla cueillir quelques feuilles d'arbre dans la campagne. Le premier arbre qu'il trouva sur son chemin était un mûrier. Les petits vers s'attachèrent aux feuilles qu'ils se mirent à dévorer. Au tout d'un peu de

gares ont eu lieu entre la police et les manifestants qui ont jeté des grenades et tiré des coups de feu.

A Barben, un ouvrier a été atteint d'un coup de feu tiré par la police. Quelques attentats sans conséquences graves sont signalés en Saxe.

Naturellement, dans ces occasions là, c'est toujours la police qui a raison et ce sont toujours les travailleurs qui sont tués !

### ESPAGNE

#### UN VOILIER COULE

Le vapeur espagnol *Romeu* a coulé, la nuit dernière, entre Tenerife et Cadix, dix-huit membres de l'équipage du voilier anglais *Republique*, qui venait de couler.

### MEXIQUE

#### QUE SE PASSE-T-IL ?

Il paraît que le gouvernement fédéral concentrerait 15.000 hommes à Vera-Cruz et l'on annonce que les révolutionnaires ont évacué Jalapa.

Mais qu'y a-t-il de vrai dans toutes les nouvelles plus ou moins contradictoires qui nous arrivent chaque jour ?

### RUSSIE

#### EST-IL MALADE ?

Plusieurs journaux reproduisent, quelques-uns en faisant des réserves, une nouvelle de Moscou selon laquelle Trotsky serait atteint de tuberculose pulmonaire. Il circule tellement de « canards » en pareille circonstance qu'il est difficile de savoir si cette nouvelle est fondée.

### BELGIQUE

#### GREVE GENERALE

DANS L'INDUSTRIE METALLURGIQUE DE GAND

La grève générale a éclaté dans l'industrie métallurgique de Gand. Les ouvriers réclament une augmentation de salaire de 5 %.

#### LES HUIT HEURES

Les sections de la Chambre ont repoussé à une forte majorité le projet du ministre du travail, M. Myrsen, généralisant les dérogations à la journée de huit heures.

Le groupe des démocrates chrétiens, auquel appartient ce ministre, vota contre lui. Il est vrai que le projet de M. Devize, qui poursuit un but semblable, eut un succès moindre encore, et l'attaque de l'ancien ministre de la guerre contre les huit heures fut repoussée par 137 voix contre 20 et 12 abstentions, les libéraux votant donc ainsi contre l'un de leurs chefs.

La loi de huit heures est donc sauve en Belgique.

Mais sera-t-elle sauve dans les autres pays ?

Oui, si les ouvriers savent imposer leur volonté.

### TURQUIE

#### LE REPOS HEBDOMADAIRE

Hier a eu lieu la première application officielle du repos hebdomadaire. Conformément à la loi votée par l'Assemblée nationale, les magasins, les bureaux, les usines, les écoles, sans distinction de nationalité ou de religion sont obligatoirement fermés.

Seuls, les imprimeries de journaux, les hôtels, les restaurants et les moyens de transports restent ouverts ou continuent à fonctionner.

Mieux vaut tard que jamais !...

### NORVÈGE

#### LA RECONNAISSANCE DES SOVIETS

Christiania, 15 février. — Les documents relatifs à la reconnaissance de l'heure du gouvernement des Soviets par la Norvège, ont été signés aujourd'hui.

Une déclaration officielle sera publiée demain.

Temps, quand ils eurent bien mangé ils s'endormirent. A leur réveil, ils avaient changé de peau et retrouvé leur appétit. Trois fois, à des intervalles à peu près égaux, ils s'endormirent, muèrent et se réveillèrent. Puis une sorte d'enveloppe ovale se forma et grossit autour d'eux. Puis ils cessèrent encore de manger, monterent sur les branches de mûrier que le savant avait enlaçées autour d'eux, et se mirent à filer des fils blancs et dorés dans lesquels ils furent bientôt enservis. Quand ils en sortirent, ils avaient des ailes. Les papillons s'envolèrent, mais la soie resta. Le petit homme jaune fit partie de ses observations à ses compatriotes, et les Chi-nois, peuple industriel, poursuivirent l'œuvre des vers, après avoir déonné au mûrier les noms d'arbre d'or et d'arbre doué de la bénédiction de Dieu.

La belle-mère du ministre regardait son gendre avec admiration. Comme il parlait bien ! L'orateur surprit ce regard et confit, en s'adressant à sa belle-mère :

— De la Chine, l'industrie de la soie passa dans l'Inde, et de l'Inde dans la Perse. Les Phéniciens vendirent les étoffes de l'Orient sur tout le littoral de la Méditerranée. Mais le mûrier et le ver à soie ne s'accimilèrent en Europe que sous le règne de Justinien. Pendant le Moyen Âge, la soie se fabriqua en Grèce, en Sicile, en Italie, en Espagne. Les premiers métiers français furent établis sous Charles VII. La fabrique, sous Louis XI, empruntait encore sa matière première à l'étranger. La culture du mûrier ne date réellement chez nous que de François I<sup>e</sup> et des Médicis.

Il s'arrêta pour boire une gorgée de café, et, se tournant vers sa belle-sœur :

— Comptez sur vos doigts, lui dit-il. Je vous ai raconté l'histoire de la soie. Vous

# En lisant les autres...

### Le vote obligatoire

On sait qu'il a été et qu'il est encore question, d'ailleurs, de rendre le vote obligatoire. C'est le député Barthélémy qui est l'auteur de ce mirifique projet de loi. Et G. de La Fourchardière, dans *l'Europe* fait à ce sujet des réflexions qui mériteraient d'être reproduites ici *in extenso*. Il écrit, avec sa verve coutumière :

L'abstentionnisme est un nouveau crime civique ; il consiste, pour l'électeur, à ne point voter. Or, M. Barthélémy est un politicien qui a la foi, pour un politicien qui a la foi, un électeur qui va à la chasse ou reste chez soi pour se purger le jour du scrutin est un mépris digne des pires châtiments... Ainsi, pour un prêtre qui a la foi, l'abstentionnisme qui n'approche pas de la sainte table dans le temps pascal mérite les flammes éternelles.

Jusqu'à présent, le droit de vote était considéré comme une récompense réservée aux citoyens bien sages, à l'exclusion des repris de justice et des militaires. Il était question de décerner cette récompense aux femmes, qui l'ont méritée par des sicles de soumission appartenante...

Et que faites-vous, monsieur Barthélémy, de la liberté d'opinion ? Aucun citoyen, en France, ne doit être inquiété pour ses opinions politiques... Or, je suis adverse à l'usage universel ; je l'estime absurde en ce qu'il accorde à ma faible voix la même valeur qu'à la voix d'un illustre ténor payé mille francs par soirée... Vous me mettez en demeure, sous peine d'amende, d'abjurer mes convictions et de suivre une foule qui ne sait pas où elle va.

Voilà Triplepate étrangement embarrassé entre deux candidats dont il ne saurait dire quel est le plus bête ou le plus malfaisant. Jusqu'à présent, il avait un moyen de ne pas choisir : c'était de ne pas voter... Triplepate est peut-être trop modeste pour vouloir juger les deux imbéciles sur leur valeur respective et offrir un siège au moins malfaisant. Triplepate est peut-être trop honnête pour envoyer au Palais-Bourbon un bonhomme qui augmentera le gâchis... Faut-il expédier des renforts à M. Cache ou à M. Poincaré ?... Cruel cas de conscience, d'où un honnête homme ne pouvait se tirer qu'à la façon de Ponce-Pilate... Mais M. Barthélémy estime sans doute que la modestie est la qualité des impuissants, l'honnêteté la vertu des naïfs et qu'on ne saurait garder les mains propres du moment qu'on commence à toucher à la politique.

Cependant il y a, dans l'échelle des pénalités, telle qu'elle est prévue par M. Barthélémy, quelque chose d'assez rassurant pour les mauvais citoyens.

A la première abstention, l'électeur défaillant sera puni d'une amende de 5 francs. Ce n'est pas cher, au prix où est le beurre, pour la rançon d'une conscience.

Mais, à la troisième abstention, M. Barthélémy réserve à l'écivisun, un châtiment effroyable : le criminel sera définitivement rayé des listes électorales et déchu du titre de maître des destins de la France. L'électeur est un maître, c'est-à-dire la dix-millionnième partie du quart de la souveraineté nationale.

Ainsi M. Barthélémy, politicien naïf, agit comme le naïf pêcheur du vieux fabliau : ce pêcheur avait pris une grenouille, qui gigotait insidieusement dans son panier : « Veux-tu te tenir tranquille, sale bête, ou je te f... à l'eau ! » Au nom de tous les abstentionnistes, je dénonce un amendement qui agrave le projet de M. Barthélémy : je demande qu'on nous applique tout de suite la troisième pénalité.

En quoi M. La Fouchardière est tout à fait de notre avis.

Mais, au fait, qu'en pense M. Téry ?

La guerre qui revient

Dans le *Peuple*, M. René Davenay parle de la guerre qui revient :

Cinq ans après l'armistice, écrit-il, date inaugurale d'une ère neuve, d'où la guerre qui fut prescrite ; d'où la diplomatie secrète et les traités militaires eurent été bannis ; d'où l'esprit d'imperialisme fut honteusement chassé — cinq ans après cette date immense, qui devait signifier à l'univers le règne définitif de la Paix, voici que les palinodes belliqueuses se font jour, que les espoirs guerriers, les jalouses de peuple à peuple (ou mieux de caste à caste), les rumeurs sournoises se manifestent délibérément, drapées déployées et but affiché : la guerre, la guerre encore, la guerre à nouveau !...

Cinq ans, les gouvernements ont laissé respirer les peuples : c'est que les peuples en avaient

besoin ! Il leur restait si peu de sang et de force aux veines, si peu d'aptitude à vivre ! Ils se sentaient amoindris, dépêtrés, agonisants, couchés qu'ils étaient sur un monceau de cadavres dont la pourriture les gagnait... L'instinct vital, atteint en eux, les abandonnait. Il fallait les laisser se reprendre à la douceur de vivre, à la lumière, à la santé. Il fallait qu'une vigueur nouvelle leur bandât les muscles. C'est fait maintenant...

Et M. Davenay a raison. De tous côtés les politiciens affirment les haines nationales et dressent les peuples les uns contre les autres. Si les travailleurs ne sont pas assez forts, dans chaque pays, pour s'unir et exiger la paix, nous connaîtrons bientôt une ère de nouveaux massacres. Il faut, contre le militarisme menaçant, que les travailleurs restent fraternellement unis par dessus les frontières.

### En peu de lignes...

— La Rochelle, 15 février. — Le paquebot « Ouessant », venant du Havre, quittait hier, à 23 heures, par temps clair et mer calme, le port de La Rochelle-Pallice, après avoir embarqué le courrier postal, lorsqu'il s'est échoué sur le plateau Lavardin. Il avait un pilote à bord.

La position du navire est bonne. Les passagers sont restés à bord. Il n'a pas d'avaries apparente. On travaille à déester.

Un remorqueur est attendu pour procéder la nuit prochaine aux opérations de déséchouage.

— Coulommiers, 15 février. — Près de Saint-Barthélémy on a découvert pendu à un ballon, dans un bois, le cadavre d'un ouvrier maréchal nommé Défosse, disparu depuis le mois dernier. Le cadavre avait été en partie dévoré par des animaux.

### Les ouvriers parisiens s'insurgent contre la vie chère !

(Suite)

### Chez Citroën

La grève a éclaté de nouveau hier après-midi, à 14 heures, à l'usine du quai de Javel.

Lors du mouvement de la semaine dernière, M. André Citroën, lui-même, avait promis à la délégation qu'il n'y

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Les grèves

Raffineries de pétrole. — La grève était complète hier matin à La Garenne-Colombes.

Une manifestation eut lieu hier à 13 h., à Ivry.

Cependant, les patrons pourraient bien donner satisfaction à leurs ouvriers. Qu'en juge :

La Raffinerie de pétrole du Nord dont le siège est à Wasquehal, près Roubaix, vient d'aviser ses actionnaires que son dernier bilan fait ressortir, en face d'un passif de 21 millions et demi, un actif de 30 millions, plus 14 millions de matériel et d'immobilisations.

Devant l'extension du chiffre d'affaires qui s'est élevé à 46 millions et demi, le Conseil, en vue de construire un nouvel entrepôt à Dunkerque, décide de porter le capital social de 9 millions à 20 millions de francs.

Les ouvriers de la Société Lille-Bonnières, dépôt de Lomme, Nord, se sont aussi mis en grève, réclamant 25 centimes de plus par heure.

Blanchisserie de Pantin. — Les ouvrières de la Maison Leducq ont repris le travail ce matin, après avoir obtenu une augmentation horaire de 25 centimes.

Vidangeurs de Paris. — A la maison Moritz, rue de Meaux, l'équipe de jour a obtenu 1 fr. 50 d'augmentation. La grève continue pour l'équipe de nuit.

Les grévistes se rendent-ils compte de l'inéficacité des actions séparées ? Pour réussir contre le patronat, il faut de la solidarité entre travailleurs.

A leur tour, les vidangeurs de Vincennes, Société Anonyme de vidanges et engrangements, ont cessé le travail, réclamant 6 francs par jour.

Pourquoi ces mouvements dispersés ?

Baleiniers de Paris. — Les grévistes de la baleine ont mis leur vote en application.

40 % de ces travailleurs ont déjà été placés, rien que dans l'après-midi d'hier.

Sans aucun doute, lundi prochain, tous les autres auront une place dans une industrie différente.

Que ce mouvement de solidarité, rare chez des non organisés, fasse refléter ceux qui voudraient imiter les patrons baleiniers.

Maison Hauser à Charenton. — La direction de la maison Hauser fut quelque peu désillusionnée, car les deux ou trois mouschards qu'elle avait envoyés dans nos rangs ont leurs repris le travail, malgré toutes leurs tentatives pour faire échouer le mouvement.

Àinsi cette même direction a refusé de recevoir la délégation des ouvriers, accompagnée d'un délégué du syndicat unitaire du tonneau. Les camarades en grève de la maison Hauser, réunis, au lieu habituel, en apprenant ce refus, décidèrent à l'unanimité de continuer la grève jusqu'à ce qu'ils aient obtenu complète satisfaction.

Fleuses de soie du Gard. — Dans plusieurs filatures de soie, à Saint-Ambroix, Anduz, Saint-Hippolyte du Fort et Saint-Jean du Gard, les ouvrières sont en grève pour réclamer deux francs de plus par jour.

Les patrons essaient de frapper l'opinion publique en déclarant que cette modeste revendication ferait augmenter la soie à raison de 10 à 12 francs le kilogramme.

Et les scandaleux bénéfices ?

Fondeurs de Rives (Isère). — Grève pour relèvement de salaires.

Brossiers de Tracy-le-Mont (Oise). — Les deux cents ouvriers de la maison Loonen sont en lutte. Ils réclament 25 % d'augmentation.

Textile de Dunkerque. — La grève est toujours générale. L'Union des syndicats a décidé de secourir les grévistes, la grève de tous les métiers a été envisagée.

Textile d'Entraigues (Vaucluse). — En lutte pour obtenir une augmentation.

Manufactures de Beauvais. — La grève est étendue à la teinture et à la couverture et le nombre des grévistes s'est élevé de 200 à 300. Une manifestation a eu lieu en ville. À la réunion tenue à la mairie, les grévistes ont maintenu leur demande d'augmentation de 40 centimes de l'heure.

## Ouvriers maçons, soyez vigilants !

Nous avons signalé hier le conflit qui vient d'éclater à la maison Meyer, de Lyon, où 300 de nos camarades sont en grève.

La situation est, à l'heure présente, de plus en plus tendue, car la force patronale réside en de nombreux chantiers que la maison Meyer exploite en France, principalement à Saint-Etienne, Bordeaux, Marseille, Grenoble, Lille, Condat-le-Lardin (Dordogne).

Les camarades de ces centres sont prévenus. La solidarité des camarades fédérés et la lutte tenace de nos camarades lyonnais viendront à bout de la rapacité patronale par la victoire de nos camarades grévistes.

La Fédération du Bâtiment renouvelle à tous les camarades maçons que Lyon est à l'interdit.

Le Bureau fédéral.

## A la C. E. confédérale

La C. E. confédérale s'est réunie mardi dernier et un maigre compte rendu a été publié par le journal officiel du P. C. et de la C.G.T.U.

Comme d'autre, rien d'intéressant à signaler. Le conflit de la verrerie ouvrière est observé minutieusement, à l'aide de la longue-vue confédérale. La tournée de propagande a commencé pour les candidats législatifs du Parti. Les menées séparatistes seront sévèrement réprimées. Un C.C.N. point dans le brouillard unitaire.

Une remarque à propos des déléguations. La catastrophe de Courrières s'est produite en 1906. Un choix judicieux s'impose. La C. E. serait bien inspirée en y délaissant quelqu'un de sérieux. — B.

## Dans le Chauffage

Le Syndicat autonome du Chauffage se préoccupe des revendications de ses corporants.

La hausse constante du coût de la vie, amène forcément les camarades à se dresser devant l'arrogance insultante du patronat du chauffage.

Les ridicules augmentations proposées par les patrons ne peuvent donner satisfaction aux camarades qui ne seraient pas usés leurs forces dans des mouvements menés sans cohésion.

C'est pourquoi une assemblée générale des monteurs en chauffage se tiendra le dimanche 17 février, à neuf heures du matin, salle des Commissions, 1<sup>re</sup> étage à la Bourse du travail.

Le personnel de la maison Sulzer, avenue de la République, ateliers et chantiers, est instantanément prié d'y assister. Les décisions qui seront prises à cette assemblée intéresseront particulièrement.

Le secrétaire, COURTOIS.

DANS LE S. U. B.

## Et maintenant au travail

Les politiciens qui entrent si malheureusement l'action des organisations qui ne veulent pas travailler au profit et pour la gloire de leurs maîtres, nous ayant débarassé de leur pernicieuse activité (sauf un groupe de serruriers qui doit constituer son syndicat le 9 mars, malgré les admonestations du cardinal Monatte), nous allons pouvoir apporter la plénitude des nos forces et de nos moyens de lutte, contre toutes les formes de l'exploitation.

Sans tolérer des patrons les réprimandes que d'autres conseillent d'accepter, sans chercher l'appui de policiers pour faire aboutir nos revendications, nous allons visiblement entamer le combat indispensable et, pour le mener, nous saurons faire appel à la masse des exploités de notre industrie. Nous appellerons à nous toutes les énergies, nous retrouverons les désabusés qu'éloignaient de nous les politiciens et qui, aujourd'hui, n'ont plus de raison d'isolement quand tout commande un groupement solide et actif.

Pour commencer, que tous nos adhérents soient demain à neuf heures du matin à l'assemblée générale, salle Ferrer, Bourse du Travail. Des questions impérieuses exigent la présence des copains. C'est le cahier de revendications, les moyens d'action et de regroupement, la Ghilde du Bâtiment.

Le Syndicat d'industrie se réalise un peu plus chaque jour, sans à-coups et malgré les frictions de corporatismes étrônes qui, en dépit des décisions unanimes de tous les congrès, malgré les décisions d'internationales syndicales (dont l'I.L.S.R.), en reviennent à la conception du syndicat de métiers devant la force immense des cartels et trusts capitalistes et des fédérations patronales.

Le bureau du S.U.B.

Nous avons reçu également plusieurs appels de sections techniques pour l'assemblée générale du S. U. B., notamment des Charpentiers en fer, ainsi que la note suivante :

### NEGRÓLOGIE

Aux charpentiers en fer. — Notre camarade Henri Roquet, membre du Conseil général du Syndicat unique du Bâtiment, travaillant pour la maison Jolly, d'Argenteuil, au Champ de Mars, a été tué avant-hier à son travail. Il laisse sa femme malade et trois enfants. Que les camarades charpentiers en fer pensent à lui.

## Tenons le coup !

On le voit, par la lecture des rares journaux où le syndicalisme peut s'exprimer librement, la Minorité de Bourges tient le coup.

Elle n'a certes pas l'homogénéité désirable pour cette période de division où le regroupement est si nécessaire. Mais la minorité se maintient et grandit. De partout de Paris et de province, les militantes et les syndicats se dressent plus nombreux pour s'opposer au rabougrissement syndical tenté par une secte.

L'essentiel, c'est que l'opposition grande contre la subordination, qu'elle maintienne sa liaison entre autonomistes et unitaires, sans oublier ceux qui sont allés à la C.G.T. depuis Bourges. Les divers courants du syndicalisme révolutionnaire ressemblent aux bras d'un fleuve : ils peuvent prendre des chemins différents, mais ils se retrouvent forcément dans le même lit, ramenés par les lois de l'unité doctrinale.

La Minorité syndicaliste n'est pas d'accord sur le programme syndical avec l'ensemble des confédérés, mais elle doit chercher et elle trouvera des formules de rapprochement et d'entente sur la doctrine syndicale. Les directives de la Charte d'Amiens sont toujours bonnes pour les vrais syndicalistes, quelle que soit leur température.

En 1906, à Amiens, les éléments modernes comme Keuffer et les éléments « subversifs » comme Yvelot ont fait bloc contre Renard, du Parti guériste, pâle précurseur des accords circonstanciels, de la liaison organique et de la prostitution confédérale. Renard et sa secte ont été battus lamenteusement.

Aujourd'hui, la même opération doit se faire contre les indignes contrefauteurs du coup raté en 1906, et qui sont pourtant d'autenthiques renards et d'insatiables nardeaux ravageant la C.G.T.U. au profit de cette secte qui, depuis 1906, a remplacé son idéologie collective par des appétits personnels.

L'unité, c'est le rassemblement de toutes les forces syndicales. C'est le point de départ. Le conflit de la verrerie ouvrière est observé minutieusement, à l'aide de la longue-vue confédérale. La tournée de propagande a travers le pays s'amorce comme un succès... pour les candidats législatifs du Parti. Les menées séparatistes seront sévèrement réprimées. Un C.C.N. point dans le brouillard unitaire.

Une remarque à propos des déléguations. La catastrophe de Courrières s'est produite en 1906. Un choix judicieux s'impose. La C. E. serait bien inspirée en y délaissant quelqu'un de sérieux. — B.

## L'Autonomie dans les Métaux

Enfin, ça y est, la minorité des Métaux a tout de même laissé « tomber » le syndicat politique du même nom.

Cette minorité sera certainement depuis longtemps majoritaire, si certains vieux camarades ne s'étaient pas laissé entraîner par le « bluff moscouitaire ». Enfin passerons, et ne pensons qu'au présent !

Ce divorce d'avec les politiciens fait « gueule », les fonctionnaires incapables de la Fédération et du Syndicat politiques des Métaux.

Les Rabaté, les Bouchez, etc., ne sont pas contents. Cela se comprend : des copains en moins, le « fromage » est en péril.

Mais ne perdons pas notre temps à discuter avec ces partisans du « gendarme rouge ». Laissons-les se débattre dans leurs incapacités, et quand ils emploieront la calomnie à notre égard, sachons seulement trouver le « chemin de leurs erreurs ».

Et maintenant, au travail. Le Syndicat autonome de la Métallurgie groupera sous peu tous les véritables révoltés.

Tous les syndicalistes sincères viendront grossir le nombre de ses adhérents.

Tous ceux qui, par dégoût du jaune Montrouge, avaient quitté l'organisation — je m'étais — seront de nouveau à nos côtés pour hâter la disparition de la vertu politique, et pour le triomphe du syndicalisme fédéraliste.

Le travail ne nous manquera pas dans cette période d'organisation. Chaque adhérent aura son rôle à remplir, *du plus obscur au plus connu*. Chacun devra apporter son initiative pour la réussite de cette œuvre nouvelle.

La première bataille pratique à faire, à mon avis, serait la création de sections locales, surtout dans les centres industriels de la région parisienne. Ensuite, il faudra organiser de nombreuses réunions d'usagers. Comme le syndicat autonome possède un assez grand nombre de militants, ce travail sera relativement facile.

Dans ces réunions de propagande, nous ferons connaître aux travailleurs le but que poursuit le syndicat autonome. Et nous leur démontrerons également la nécessité de rétablir au plus vite l'unité des producteurs. Nous démasquerons les politiciens, *tous les politiciens*.

Nous leur ferons toucher du doigt le rôle odieux des gouvernements, *de tous les gouvernements*, bourgeois ou prolétariens.

Après quelques mois d'effort méthodique dans ce sens, notre syndicat, définitivement détaché, pourra envisager d'autres besognes.

Pour l'instant, face aux politiciens de la C.G.T.U., organisons-nous séurement !

P. LE MEILLEUR.

## Alerte dans le 17<sup>e</sup>

Dans le dix-septième, le camarade Albert Lucien, 36, rue Gauthier, doit être saisi le mercredi, 20 février, pour n'avoir pas payé l'impôt sur les salaires.

Nous invitons tous les camarades des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>, Saint-Ouen, Clichy, Levallois à venir nombreux pour empêcher les valets de Lasteyrie d'accomplir leur triste vengeance.

## Un syndicat de plus

Les pur-sang de la natalité syndicaliste communiste avaient organisé en grand mystère une réunion à Meudon pour former une section du syndicat des métaux de Sèvres. Il y avait bien des affiches, mais elles ne furent pas apposées. Le Parti des masses fait le bonheur des prolétaires sans que les intéressés le sachent.

Un de nos camarades eut vent de cette parlotte par hasard et s'y rendit. Il demanda des explications sur cette étrange façon de former une section syndicale. Il lui fut répondu que les organisateurs ne voulaient pas d'anarcho-syndicalistes parmi eux.

Voilà bien une preuve de plus que nos politiciens veulent un syndicalisme de secte, inféodé à un parti politique.

Ces procédés de division ne prendront pas. Le syndicat doit être la maison de tous les exploités, quelle que soit leur opinion personnelle, et non pas l'étroite arrière-boutique d'un groupement électoral.

Jean-Pierre LE COPEAU.

## IV<sup>e</sup> Congrès de l'U. D. U.

La dernière journée du 4<sup>e</sup> Congrès de l'Union départementale, fixée d'abord au 17 février, a été reportée au dimanche 24 février.

Les questions suivantes restent à l'ordre du jour :

1<sup>re</sup> Vote de la résolution de la Commission sur l'impôt sur les salaires ;

2<sup>re</sup> Assurances sociales ;

3<sup>re</sup> Jeunesse syndicaliste ;

4<sup>re</sup> Questions diverses.

## Minorité syndicaliste d'Alais

Les militants de la Minorité syndicaliste révolutionnaire, réunis à la Bourse du travail, après examen de la situation générale faite au mouvement syndical, ont nommé un bureau et constitué leur organisation.

Ensuite, l'ordre du jour suivant a été présenté à l'unanimité :

« Profondément ému des incidents sanglants de la rue Grange-aux-Belles le 11 janvier 1924, la minorité s'élève contre de sales meurtres, causant la mort de deux militants syndicalistes. Ne voulant pas porter un jugement hâtif et téméraire, elle fait confiance au Comité central de la Minorité qui a décidé de procéder d'une façon impartiale à une enquête pour établir les responsabilités de cette lutte fratricide qui constitue un fait ignoble, sans précédent dans l'histoire syndicale.

« Néanmoins elle reste convaincue que les conséquences de cette lutte fratricide démontrent de la politique néfaste des commissions syndicales du Parti communiste, lequel tente par tous les moyens de sunderner le syndicalisme. Ce parti, sur

tout depuis Bourges, a semé la haine entre les syndiqués de la C. G. T. U. en invoquant hypocritement la liberté d'opinion.

« Contre cette tactique de dissidence et de déchirement, la Minorité d'Alais demande aux syndiqués de suivre l'idée syndicaliste et non les personnalités qui prétendent inst